



# RÈGLEMENT DE CONSULTATION

*Appel à candidature pour la cession du Réseau d'initiative publique d'Alès Agglomération*

**Date de remise des propositions :**

**Jeudi 10 octobre 2024 à 12 : 00**

**Alès Agglomération**

2 Rue Michelet

BP 60249

30105 ALES CEDEX

**Les éléments en rouges ont été modifiés.**

## Table des matières

ARTICLE 1 -	OBJET ET ÉTENDUE DE LA PROCÉDURE.....	3
Article 1.1 -	Présentation du réseau.....	3
Article 1.2 -	Objet de la consultation.....	3
Article 1.3 -	Procédure mise en œuvre.....	3
ARTICLE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
Article 2.1 -	Calendrier de la procédure.....	4
Article 2.2 -	Publicité.....	4
Article 2.3 -	Dispositions générales.....	4
Article 2.4 -	Documents de la consultation.....	5
2.4.1.	Modalités d'obtention des documents de la consultation.....	5
2.4.2.	Documents fournis.....	5
2.4.3.	Informations complémentaires.....	6
2.4.4.	Confidentialité.....	7
Article 2.5 -	Évaluation de la valeur du bien.....	7
2.5.1.	Estimation des services de l'État.....	7
2.5.2.	Proposition de prix des candidats.....	7
Article 2.6 -	Organisation d'une visite.....	8
Article 2.7 -	Déroulement de la consultation.....	9
Article 2.8 -	Finalisation de la vente.....	9
2.8.1.	Formalisation de la procédure de cession du réseau FTTO.....	9
2.8.2.	Règlement du prix de la vente.....	10
2.8.2.1.	Indemnité d'immobilisation.....	10
2.8.2.2.	Frais à payer en sus prix de la vente.....	10
2.8.2.3.	Modalités de paiement.....	10
2.8.3.	Substitution d'acquéreur.....	10
ARTICLE 3 -	PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	11
Article 3.1 -	Dossier de candidature.....	11
3.1.1.	Contenu.....	11
3.1.2.	Situations particulières.....	12
3.1.2.1.	Groupements.....	12
3.1.2.2.	Société à créer ou nouvellement créées.....	12
3.1.2.3.	Candidats étrangers.....	12
Article 3.2 -	Dossier d'offre.....	13
ARTICLE 4 -	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	14
Article 4.1 -	Conditions d'envoi et de remise des dossiers de candidature et des offres.....	14
Article 4.2 -	Date limite de remise des candidatures et des offres.....	15
Article 4.3 -	Durée de validité des offres.....	15
ARTICLE 5 -	CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE.....	15
Article 5.1 -	Analyse de la régularité des plis transmis.....	15
5.1.1.	Analyse des dossiers de candidatures.....	15
5.1.2.	Analyse des offres.....	15
Article 5.2 -	Désignation de l'attributaire.....	15
5.2.1.	Négociation.....	15
5.2.2.	Critères de désignation de l'acquéreur.....	16
5.2.3.	Déclaration sans suite.....	16
ARTICLE 6 -	TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES.....	17
ARTICLE 7 -	SECRET DES AFFAIRES.....	17
ARTICLE 8 -	RECOURS JURIDICTIONNELS.....	18
ARTICLE 9 -	ANNEXES.....	18

# **ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA PROCÉDURE**

## **Article 1.1 - Présentation du réseau**

Depuis 2014, Alès Agglomération conçoit, met en œuvre la construction du réseau passif et en assure la mise à disposition en régie directe au travers d'un Service Public Industriel et Commercial adossé à un Budget Annexe (M4) : le réseau ILLICO.

Le RIP est commercialisé auprès d'opérateurs de communications électroniques au travers un contrat cadre signé avec Covage. Ce contrat court jusqu'au 30 juin 2024. Une prolongation jusqu'à la cession du réseau est prévue.

Le RIP est également utilisé pour les besoins propres de l'agglomération et des communes : interconnexion des sites publics, caméra de surveillance... Le réseau dessert l'ensemble des sites publics (75) et les caméras de vidéosurveillance (160).

## **Article 1.2 - Objet de la consultation**

**La présente consultation a pour objet de procéder à :**

- Cession des ouvrages composant le réseau FttO, en avril 2025, après leur déclassement ;
- L'ensemble des autres biens relevant du domaine public de l'agglomération (ouvrage de génie civil, fourreaux...) sont proposés à la vente en option.

## **Article 1.3 - Procédure mise en œuvre**

Il est rappelé que les ventes immobilières des personnes publiques autres que l'État ne sont pas en principe soumises par le Code de la commande publique ou le Code général de la propriété des personnes publiques à la tenue d'une procédure de mise en concurrence.

Afin de garantir la valorisation de son patrimoine Alès agglomération a néanmoins volontairement décidé d'organiser la présente procédure permettant de valoriser son réseau FttO.

En application des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques, cette cession est cependant subordonnée à la désaffectation et au déclassement préalable des éléments du réseau relevant du régime de la domanialité publique.

En cas d'acceptation de l'offre finale d'achat faite par un candidat la cession aura donc lieu dans les conditions définies ci-après :

- Une promesse de vente sera rédigée par notaire aux frais de l'acquéreur, sous condition de désaffectation et de déclassement des biens relevant du domaine public ;
- La réitération de la promesse de vente devant notaire permettra d'acter la cession effective du réseau.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **Article 2.1 - Calendrier de la procédure**

Le calendrier de la procédure présenté ci-après est fourni aux candidats à titre purement indicatif et n'engage en aucune façon Alès agglomération quant au respect des dates qui y figurent, ces dernières pouvant être modifiées :

- Juillet 2024 : publication de l'avis de publicité ;
- **Jeudi 10 octobre 2024 : retour des candidatures et des offres des candidats ;**
- Octobre 2024 : négociation avec tout ou partie des candidats, remise des offres finales ;
- Décembre 2024 : délibération du Conseil de communauté portant sélection du candidat, désaffectation différée du réseau, décision du Président d'Alès Agglomération de signer la promesse de vente, de signer la convention d'occupation ;
- Février 2025 : Délibération portant déclassement du réseau ;
- Décembre à avril 2025 : phase de transition avec le nouveau repreneur ;
- Avril 2025 : date de cession effective du réseau FttO.

### **Article 2.2 - Publicité**

La présente consultation est publiée dans les conditions suivantes :

- Site Internet d'Alès Agglomération : <https://www.ales.fr/mes-demarches/occupation-de-lespace-public> ;
- Journal d'Annonces Légales : Cévennes Magazine.

### **Article 2.3 - Dispositions générales**

La sélection de l'acquéreur s'effectuera dans les termes et conditions prévues au présent règlement, ainsi qu'au cahier des charges.

En aucun cas, les offres déposées par les candidats ne devront avoir pour effet ou pour finalité de modifier le périmètre de la cession.

Les offres déposées par les candidats devront nécessairement être des offres fermes, permettant sans ambiguïté la rencontre des volontés. A défaut, Alès agglomération se réserve le droit de rejeter les offres ne présentant pas un tel caractère.

## **Article 2.4 - Documents de la consultation**

### **2.4.1. Modalités d'obtention des documents de la consultation**

Les documents peuvent être retirés :

- Sur demande écrite par courriel à l'adresse suivante : [valentin.coudene@alesagglo.fr](mailto:valentin.coudene@alesagglo.fr) ;
- Sur le site : <https://www.ales.fr/mes-demarches/occupation-de-lespace-public>.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que certaines annexes documentaires ne seront transmises que sur demande des candidats et après la réception de l'accord de confidentialité signé (Annexe 1 du présent règlement), retourné par courriel à l'adresse suivante : [valentin.coudene@alesagglo.fr](mailto:valentin.coudene@alesagglo.fr) en précisant notamment :**

- **L'objet de la consultation ;**
- **Le nom et les coordonnées de l'entreprise intéressée ainsi que d'un correspondant pour la présente consultation.**

Si l'accord de confidentialité est transmis moins de 5 jours ouvrés avant la date de remise des offres, Alès agglomération se réserve le droit de ne pas y donner suite.

### **2.4.2. Documents fournis**

Les documents de la procédure sont les suivants :

- Le présent **règlement de la consultation et ses annexes ;**
- Le **cahier des charges et ses annexes.**

Alès agglomération se réserve également la faculté de modifier et/ou de compléter le présent dossier de consultation jusqu'à une semaine avant la date limite de remise des offres, laquelle pourrait cependant être, en tant que de besoin, reportée dans le temps, afin que les candidats disposent d'un délai suffisant pour prendre en considération ces modifications et/ou compléments.

Ces modifications seront communiquées à tous les opérateurs ayant retirés les documents de la consultation en s'étant identifiés auprès de l'adresse électronique de contact indiquée à l'article 2.4.1 du présent document.

Après la date de remise des offres et durant la phase de négociation, Alès agglomération se réserve le droit d'apporter d'éventuelles modifications au dossier de consultation, d'une portée limitée et dans la limite de l'intérêt du service et du respect de l'égalité de traitement des candidats.

### **2.4.3. Informations complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par courriel aux adresses suivantes :

#### **Renseignements administratifs :**

Direction de la Commande Publique – Ingénierie du Bâtiment

Place de l'Hôtel de Ville – 30100 ALES

Monsieur Valentin COUDENE

Tel : 04.66.56.43.69

Courriel : [valentin.coudene@alesagglo.fr](mailto:valentin.coudene@alesagglo.fr)

#### **Renseignements techniques :**

Direction des Moyens Généraux et du Patrimoine

Monsieur Jean MARTIN

Tel : 04.66.56.10.10

Courriel : [jean.martin@alesagglo.fr](mailto:jean.martin@alesagglo.fr)

Dans le respect du principe du secret des affaires, une réponse sera alors adressée, à tous les opérateurs ayant retiré le dossier et s'étant identifié auprès d'Alès Agglomération, **5 jours calendaires francs au plus tard avant la date limite de réception des offres.**

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements du candidat formulées par téléphone ou oralement.

### **2.4.4. Confidentialité**

Les candidats s'engagent à ne communiquer à quiconque toute information ou documentation sur la présente procédure. A cette fin, ils signent un accord de confidentialité, à l'accès aux informations et à la documentation susvisée, et le transmettent à l'adresse mail suivante : [valentin.coudene@alesagglo.fr](mailto:valentin.coudene@alesagglo.fr).

## **Article 2.5 - Évaluation de la valeur du bien**

### **2.5.1. Estimation des services de l'État**

Il est rappelé aux candidats qu'en application des dispositions de l'article L.2241-1 du code général des collectivités territoriales, Alès agglomération a saisi la Direction immobilière de l'État afin de procéder à l'évaluation de la valeur du réseau.

Cet avis estime la valeur du réseau à la somme de :

- 1 900 000 euros HT, hors fourreaux et autres ouvrages de génie civil ;
- 2 500 000 euros HT, avec les fourreaux et les autres ouvrages de génie civil.

Conformément à la jurisprudence administrative, une offre largement inférieure à cette évaluation devrait être considérée comme une vente à vil prix, et serait entachée d'illégalité. Aussi, les candidats sont donc appelés à formuler des offres sérieuses et en accord avec le marché.

**En tout état de cause, toute offre inférieure de 15% ou plus de la valeur estimée par la direction immobilière de l'État ne sera pas prise en compte :**

- **Soit toute offre inférieure ou égale à 1 615 000 euros HT hors fourreaux et autres ouvrages de génie civil ;**
- **Soit toute offre inférieure ou égale à 2 125 000 euros HT avec les fourreaux et les autres ouvrages de génie civil.**

### **2.5.2. Proposition de prix des candidats**

Les candidats devront proposer deux offres de prix pour la cession du réseau :

- Une offre pour l'acquisition du réseau à l'exception des fourreaux et des ouvrages de génie civil ;
- Une offre pour l'acquisition de l'ensemble du réseau, y compris les fourreaux et les ouvrages de génie civil.

L'unité monétaire de l'offre sera l'euro et le prix contenu dans l'offre devra être exprimé en valeur nette de tout droit ou taxe, à l'exécution de toute autre type de proposition.

Pour l'établissement du prix de cession, les candidats utiliseront pour la valorisation la méthode dite DCF (discounted cash flows) sur une durée de **25 ans**, consistant à estimer les cash flows générés par l'exploitation future du réseau par l'acquéreur en prenant en compte l'impact des investissements (dont celui généré par l'acquisition du réseau) et du besoin en fonds de roulement sur l'équilibre économique de l'activité.

Le cahier des charges indique aux candidats les éléments techniques à prendre pour hypothèses. Les candidats devront détailler l'ensemble des hypothèses retenues dans leurs mémoires financiers et celles-ci devront être lisible dans le modèle économique au format Excel.

## **Article 2.6 - Organisation d'une visite**

Sur demande d'un candidat, une visite technique facultative sera organisée.

Lors de cette visite, au moins un agent d'Alès agglomération sera présent, ainsi qu'un ou plusieurs représentants pour chaque candidat. Alès agglomération pourra à cette occasion se faire assister de la ou des personnes compétentes dont elle jugera utile de s'entourer.

Aucune réponse ne sera apportée aux éventuelles interrogations des candidats pendant la visite.

Si à l'issue de la visite un candidat souhaite poser des questions, il devra les faire parvenir à Alès agglomération **dans les conditions prévues à l'article 2.4.3**. Les réponses aux questions seront diffusées à l'ensemble des candidats s'étant déclarés.

Afin de permettre l'organisation de ces visites, les candidats contactent Alès agglomération en adressant leur demande à l'adresse mail suivante :

**Direction des Moyens Généraux et du Patrimoine – Service TIC**

**Monsieur Jean MARTIN**

Courriel : jean.martin@alesagгло.fr

Les candidats indiquent à Alès agglomération le nombre de personnes qui participeront à la visite pour leur compte.

Si les demandes de visite sont soumises moins de 10 jours avant la date de remise des offres, Alès agglomération se réserve le droit de ne pas y donner suite.

Les candidats ne formulant pas de demande de visite des installations ou la formulant tardivement ne pourront pas ultérieurement soulever un quelconque grief en ce sens à l'encontre d'Alès agglomération. Plus généralement, les candidats reconnaissent et acceptent qu'en soumettant une offre, ils ont obtenu les informations suffisantes pour faire cette offre sans réserve et sans demande de garantie de leur part et sous les seules conditions qui sont arrêtées dans les conventions emportant transfert de propriété des immeubles.

En outre, les candidats s'engagent, en cas de cession du réseau à leur profit, à n'élever aucune réclamation relative à la nature et à la qualité du réseau vendu. Celui-ci sera maintenu dans sa configuration actuelle jusqu'au transfert de propriété.

## **Article 2.7 - Déroulement de la consultation**

Les candidats doivent simultanément déposer leur candidature et leur offre.

La procédure de consultation se déroulera de la manière suivante :

- Les plis contenant les candidatures reçus avant la date et l'heure limite prévue seront ouverts par les services d'Alès agglomération ;
- Après examen des candidatures, les services d'Alès agglomération dresseront la liste des candidats admis à présenter une offre ;



- Les plis contenant les offres des candidats retenus seront ouverts et les services d'Alès agglomération procéderont à l'analyse des offres ;
- Au vu de cette analyse, Alès agglomération pourra engager une négociation, selon les modalités indiquées au présent Règlement.

## **Article 2.8 - Finalisation de la vente**

A l'issue de la procédure, **une promesse de vente** sera établie par acte notarié à l'initiative d'Alès agglomération et l'attributaire, en application des dispositions de l'article L.3112-4 du code général de la propriété des personnes publiques.

### **2.8.1. Formalisation de la procédure de cession du réseau FTTO**

Après signature de la promesse de vente, Alès agglomération procédera au déclassement et à la désaffectation matérielle des biens du réseau classés dans le domaine public. L'acte de vente sera alors réitéré par acte notarié.

A défaut d'exécution des charges et conditions de vente, Alès agglomération a la faculté de faire prononcer la déchéance de la vente.

Le candidat accepte que le notaire rédacteur de la promesse de vente et de l'acte de vente soit le notaire choisi par Alès agglomération.

Nonobstant cette acceptation, l'acquéreur peut demander que le notaire choisi par Alès agglomération soit assisté d'un second notaire de son choix.

### **2.8.2. Règlement du prix de la vente**

#### **2.8.2.1. *Indemnité d'immobilisation***

Pour garantir le règlement du prix d'achat, une indemnité d'immobilisation sera versée par l'attributaire pour la promesse de vente.

L'indemnité d'immobilisation sera égale à 10 % du montant de l'offre du candidat. Son versement devra être effectué par celui-ci, à titre de garantie, au comptant, le jour de signature de la promesse de vente.

#### **2.8.2.2. *Frais à payer en sus prix de la vente***

Le candidat retenu acquitte, au moment de la signature de l'acte de vente toutes taxes, tous frais et droits se rapportant à la vente.

Il fera aussi son affaire personnelle des émoluments de notaire et des honoraires de ses conseils.

#### **2.8.2.3.        *Modalités de paiement***

Le paiement devra être effectué comptant en totalité le jour de la réalisation de l'acte authentique.

#### **2.8.3. Substitution d'acquéreur**

Alès agglomération n'acceptera la substitution d'acquéreur que si le candidat initialement retenu conserve financièrement et juridiquement le contrôle de l'acquéreur substitué. Il est entendu que dans le cas de la réalisation au profit d'une personne autre que l'acquéreur, celle-ci sera tenue de toutes les obligations contractées, solidairement avec l'acquéreur initial.

## ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'offre du candidat sera entièrement rédigée en langue française et exprimée en euros, valeur du mois de base (mois de la date limite de réception des offres).

Si l'offre du candidat est rédigée dans une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français, cette traduction devant concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les pièces de la candidature et de l'offre devront être remises dans des dossiers distincts.

**Les éléments demandés ci-après devront être remis au format numérique sur clef USB ou CD-ROM :**

- **Pour les textes : au double format « Pdf », « .odt » et « .doc » ;**
- **Pour les cartes et plans : au double format « Pdf » et « Shp » ;**
- **Pour les tableaux au double format « Pdf », « Excel » et « .ods ».**

### Article 3.1 - Dossier de candidature

#### 3.1.1. Contenu

Le dossier de candidature, devra comprendre pour chaque candidat, quelle que soit sa forme juridique, les justificatifs énumérés au présent article :

N°	Pièce	Annexes
1	Une <b>lettre de candidature</b> , présentant le candidat, son identité et ses coordonnées	Extrait Kbis ou statuts ou équivalent. Formulaires DC1 et DC2 dans leurs dernières versions à jour, disponibles gratuitement sur le site <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a>
2	Une <b>copie certifiée conforme des pouvoirs de la personne représentant le candidat acquéreur</b> et signataire de la lettre d'offre. Ces pouvoirs doivent permettre au signataire d'engager valablement le candidat acquéreur.	Néant.
3	Une <b>présentation des capacités économiques et financières</b> .	Attestations fiscales et sociales inférieures à six mois, déclaration de chiffre d'affaires des 3 derniers exercices (dans la mesure où elles sont disponibles). Les candidats pourront prouver leurs capacités économiques et financières par tout moyen jugé équivalent, notam-

		ment une déclaration appropriée de banques.
<b>4</b>	Une <b>présentation des capacités professionnelles et techniques.</b>	Une présentation synthétique des effectifs et moyens matériels, toute référence d'opérations exécutées ou qualification permettant d'apprécier ces capacités à exploiter un réseau de même nature.
<b>5</b>	<b>Attestation bancaire de capacité financière</b> ou d'accord de financement, tant pour l'acquisition du réseau que pour les frais.	Néant.
<b>6</b>	<b>Attestation sur l'honneur</b> que le candidat acquéreur est à jour de ses conditions sociales et fiscales et que, son ou ses représentants légaux, n'ont pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive à l'une des infractions prévues aux articles du code pénal et du code général des impôts.	Néant.

### **3.1.2. Situations particulières**

#### **3.1.2.1. Groupements**

En cas de groupement, la lettre de candidature doit être dûment remplie et signée par chacun des membres. Les autres pièces sont remises pour chaque membre du groupement.

Un mandataire devra être désigné. Il devra démontrer l'habilitation des autres membres à présenter la candidature, et les membres devront fournir l'intégralité des documents et renseignements demandés aux candidats.

#### **3.1.2.2. Société à créer ou nouvellement créées**

Lorsque la candidature est déposée au nom et pour le compte d'une société à créer, le candidat devra expliciter le montage juridique envisagé, et les actionnaires en formation devront fournir l'ensemble des documents et renseignements demandés aux candidats.

Les sociétés nouvellement créées communiqueront quant à elles les documents disponibles relatifs à l'exercice ou aux exercices réalisés. Les sociétés se prévalant de l'appartenance à un groupe produiront également les comptes consolidés dudit groupe sur les trois derniers exercices.

#### **3.1.2.3. Candidats étrangers**

Les candidats étrangers devront présenter des documents équivalents à ceux décrits ci-dessus, et un avis juridique (Legal Opinion) en Français attestant que le signataire de l'offre ferme dispose des pouvoirs lui permettant d'engager valablement la société étrangère. Un avis juridique non satisfaisant peut motiver l'irrecevabilité de l'offre ferme.

## Article 3.2 - Dossier d'offre

Le dossier d'offre devra comprendre les pièces suivantes :

N°	Pièce	Annexes
1	Une <b>lettre engageante</b> signée par le représentant habilité de la société candidate indiquant le caractère engageant et exhaustif de l'intégralité de l'offre soumise.	Néant.
2	Un <b>mémoire technique</b> (20 pages maximum) dans lequel seront présentées : <ul style="list-style-type: none"><li>• La vision de l'opérateur sur le potentiel du réseau et sa capacité à répondre aux besoins des usagers ;</li><li>• Les modalités retenues en matière de continuité de service pour satisfaire les besoins des usagers du réseau afin de rassurer Alès agglomération sur la pérennité du service une fois qu'elle s'en sera désengagée.</li></ul>	Néant
3	Un <b>mémoire financier</b> indiquant le prix de cession ainsi que l'ensemble des hypothèses retenues. Les candidats fourniront les paramètres pris en compte et les modalités de calcul du prix proposé (revenus futurs du réseau, coûts de maintenance, etc.). Les candidats devront proposer deux offres financières : <ul style="list-style-type: none"><li>• Une offre pour l'acquisition du réseau à l'exception des fourreaux et des ouvrages de génie civil ;</li><li>• Une offre pour l'acquisition de l'ensemble du réseau, y compris les fourreaux et les ouvrages de génie civil.</li></ul>	Cadre financier proposé par Alès agglomération (Annexe 2) qui pourra être complété d'autres documents permettant d'explicitier les hypothèses retenues.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS**

### **Article 4.1 - Conditions d'envoi et de remise des dossiers de candidature et des offres**

**Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.**

Les candidats devront transmettre leur candidature et leur offre, rédigées en français et signées, en joignant les documents justificatifs nécessaires, sous pli cacheté portant les mentions :

**NE PAS OUVRIR**

Dossier de candidature – Remise des offres

*Appel à candidature pour la cession du Réseau d'initiative publique d'Alès agglomération*

**Il devra être remis contre récépissé à l'adresse suivante :**

Direction Commande Publique – Ingénierie du Bâtiment  
Service Marchés Publics  
Place de l'Hôtel de ville – 30100 ALES

du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

**ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception ou courrier suivi (type chronopost...), à l'adresse suivante :**

Service Marchés Publics  
BP 70 038 – 30101 Alès Cedex

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

En revanche, il ne peut faire l'objet d'un dépôt sur Internet.

**Les éléments demandés dans les dossiers de candidature et d'offre devront être remis au format numérique sur clef USB ou CD-ROM :**

- **Pour les textes : au double format « Pdf », « .odt » et « .doc » ;**
- **Pour les cartes et plans : au double format « Pdf » et « Shp » ;**
- **Pour les tableaux au double format « Pdf », « Excel » et « .ods ».**

## **Article 4.2 - Date limite de remise des candidatures et des offres**

La date limite de remise des plis est :

**Jeudi 10 octobre 2024 à 12 : 00.**

La date prise en compte pour la participation à la présente procédure est la date réelle de réception par les services d'Alès agglomération et non la date d'envoi du pli.

## **Article 4.3 - Durée de validité des offres**

L'offre de contracter est ferme, non modifiable et ne peut être rétractée dans un délai de 180 jours, ou jusqu'à la date de réception, par le candidat, d'une lettre d'Alès agglomération l'informant de la suite donnée à son offre.

## **ARTICLE 5 - CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE**

### **Article 5.1 - Analyse de la régularité des plis transmis**

#### **5.1.1. Analyse des dossiers de candidatures**

Alès agglomération analysera la recevabilité des candidatures au regard de la constitution du dossier. En cas de pièces manquantes, elle se réserve le droit de rejeter la candidature ou d'en demander la régularisation.

Il pourra être demandé aux candidats de préciser leur offre ou de fournir tout complément d'informations nécessaires à la compréhension de leur offre.

**Seules les offres des candidats admis à ce stade seront ouvertes et analysées.**

#### **5.1.2. Analyse des offres**

A l'issue de cette phase d'analyse des candidatures, et des éventuelles régularisations, les services d'Alès agglomération procéderont à l'ouverture et à l'analyse des offres.

### **Article 5.2 - Désignation de l'attributaire**

#### **5.2.1. Négociation**

Alès agglomération se réserve le droit de procéder à une phase de négociation avec tout ou partie des candidats. Les négociations se dérouleront dans le respect du principe de l'égalité de traitement entre les candidats.

Les modalités de cette phase de discussion seront détaillées dans le courrier d'invitation à négocier transmis aux candidats. Un projet de promesse de vente qui définira les modalités juridiques et opérationnelles de la cession (conditions suspensives, modalités de paiement, reprise en l'état du réseau, etc.) et un projet de convention d'occupation domaniale pourront notamment être transmis aux candidats invités à négocier pour modification ou complément de leur part.

**Les négociations ne pourront cependant pas porter sur l'objet du contrat, le déroulé de la présente procédure ou les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.**

Il pourra être prévu un ou plusieurs tours de négociations.

Lors de ces négociations, les candidats pourront être invités à remettre des compléments ou des modifications à leurs offres. Les délais et modes de transmission de ces compléments et modifications seront alors indiqués aux candidats.

Au terme des négociations, les candidats seront invités à remettre une offre finale reprenant l'ensemble des points ayant fait l'objet de la négociation.

Aucune indemnité ne sera versée aux candidats, qu'ils aient ou non été retenus.

### **5.2.2. Critères de désignation de l'acquéreur**

Alès agglomération choisira librement la meilleure offre après vérification de la conformité des offres.

Les offres seront appréciées au regard des éléments suivants :

- Pertinence de l'offre financière ;
- Pertinence de la valorisation des IRU pour Alès agglomération ;
- Pertinence des délais de réalisation de la vente ;
- Pertinence du mémoire technique.

Il est précisé que ces 4 éléments ne seront pas hiérarchisés lors de l'analyse.

### **5.2.3. Déclaration sans suite**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles relèvent de la seule appréciation du Conseil communautaire. La présente procédure ne constitue en ce sens que des pourparlers en vue de la cession du RIP de l'agglomération, et les candidats ne pourront donc se prévaloir d'aucun droit à la conclusion du contrat.

Plus largement, Alès agglomération se réserve la possibilité de prononcer la procédure sans suite, notamment en l'absence d'offre satisfaisante. Les candidats ne pourront pas dans ce cas demander en contrepartie une quelconque indemnisation.

Néanmoins, dans un tel cas, la vente peut être poursuivie selon d'autres modalités.



Alès agglomération n'aura pas à justifier sa décision.

## **ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les candidats déclarent parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les sous-traitants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union Européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, Alès agglomération s'engage à :

- Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire ;
- En l'état de l'art, prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel) ;
- Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés, y compris les sauvegardes de travail et de sécurité, stockant des données personnelles.

## **ARTICLE 7 - SECRET DES AFFAIRES**

Si le candidat considère que certains éléments de son offre sont couverts par le secret des affaires, il lui appartient de l'indiquer dans son offre ou en annexe de son offre.

Aucune indication prétendant que l'ensemble de l'offre est couvert par le secret des affaires ne sera acceptée.

Le caractère secret d'un ou de certains éléments de l'offre sera apprécié à l'aune des règles énoncées dans la loi n° 78-753 du 11 juillet 1978 et du Code pénal, et de leur interprétation par la Commission d'accès aux

documents administratifs (CADA). Alès agglomération ne sera en aucun cas liée par les affirmations du candidat en la matière, et sa responsabilité ne saurait, en aucun cas, être recherchée à ce titre.

## **ARTICLE 8 - RECOURS JURIDICTIONNELS**

Tout recours à l'encontre de la procédure de passation sera adressé à la juridiction suivante :

### **Tribunal Administratif de Nîmes**

16, avenue Feuchères CS 88010

30941 Nîmes Cedex 9

Téléphone : 04 66 27 37 00

Courriel : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr)

## **ARTICLE 9 - ANNEXES**

Annexe 1 - Accord de confidentialité (ce document permet aux candidats d'obtenir les annexes au cahier des charges)

Annexe 2 - Proposition de cadre financier